

Hors-dossier

In: Genèses, 34, 1999. pp. 168-169.

Citer ce document / Cite this document :

Hors-dossier. In: Genèses, 34, 1999. pp. 168-169.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1999_num_34_1_1822

Hors-dossier

■ Sébastien Guex: Le secret bancaire suisse

Institution aussi célèbre que controversée, le secret bancaire suisse reste largement méconnu sur le plan historique. Cet article a pour ambition de retracer quelques étapes cruciales de son histoire au cours de la première moitié du ^{xx}e siècle. Contrairement à une légende très prisée, l'ancrage légal de cette institution en 1934 – que beaucoup confondent avec la création du secret bancaire lui-même – ne répondait pas à la volonté de protéger les avoirs que les Juifs allemands victimes des persécutions nazies avaient déposés en Suisse. Il visait avant tout deux objectifs. Donner, d'une part, des garanties aux milieux bancaires helvétiques qu'inquiétait l'établissement d'une certaine surveillance par l'État de leurs activités. Rassurer, d'autre part, la clientèle française des établissements suisses, désécurisée par les démarches répétées et parfois musclées entreprises par le gouvernement de l'Hexagone pour entraver l'évasion fiscale des capitaux français vers la Suisse. À l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la question du secret bancaire suisse, et notamment des volumineux fonds français administrés à son ombre, s'est retrouvée au centre des relations, tendues, entre les puissances alliées et les autorités helvétiques.

*

Secret Swiss Bank Accounts

Little is known about the history of the Swiss institution of secret bank accounts, which is as famous as it is controversial. The aim of this article is to retrace some of the critical stages in its development during the first half of the 20th century. Contrary to the widespread legend, the legal foundation of this institution in

1934 – which many people confuse with the creation of the institution itself – was not a response to the desire of German Jews who were victims of Nazi persecution to protect the assets they had placed in Switzerland. It had, above all, two objectives. First, it was designed to provide a guarantee to the Swiss banking world, which was worried about the Swiss State establishing a system for monitoring of their businesses. Secondly, it was intended to reassure French customers of Swiss banks, who were concerned by the repeated, and sometimes forceful, steps being taken by the French government to prevent the tax evasion of French capital in the direction of Switzerland. At the end of World War II, the issue of secret Swiss bank accounts, particularly the significant amount of French funds being administered in their shadow, was at the core of tense relations between the Allied forces and the Swiss authorities.

■ Alain Desrosières: La commission et l'équation: une comparaison des plans français et néerlandais entre 1945 et 1980

La France et les Pays-Bas se sont dotés, en 1945, d'institutions de planification indicative, et non impérative. Mais les outils de modélisation économique utilisés ont été fort différents, au moins jusqu'aux années 1970.

En France, les débats se déroulaient dans les « commissions du Plan », et étaient menés dans le langage des ingénieurs et des statisticiens, qui avaient, de fait, tendance à envisager l'économie « comme une seule grande entreprise » et non comme le lieu de la compétition marchande. Les planificateurs néerlandais, en revanche, étaient souvent des universitaires, plus extérieurs à l'État. Ils travaillaient aussi sur une économie

tournée vers le commerce mondial depuis des siècles et s'appuyaient sur l'enchaînement dynamique des fluctuations d'une économie marchande autonome, comme on tente de monter un cheval au galop. Les Français avaient une vision plus technique et quantitative d'une économie dont la dynamique des prix était restée longtemps mystérieuse. Le cours de cette économie était réduit à son année horizon. En revanche, la procédure sociale de discussion détaillée de cet horizon était privilégiée, à travers un circuit compliqué d'experts, de comités nationaux, de commissions et de groupes de travail.

*

The Commission and the Equation: a Comparison of French and Dutch economic Development Plans between 1945 and 1980

Both France and the Netherlands were endowed with indicative rather than mandatory planning institutions in 1945. However, the tools they used to form their economic models were very different, at least until 1970. In France, discussion took place within the "Plan Commission", and was formulated in the language of engineers and statisticians who, in fact, tended to view the economy "as one large firm" rather than as place for market competition. In contrast, Dutch planners were often academics, hence farther removed from the state. They were also working on an economy that for centuries had been involved in world trade and they based their efforts on the dynamic chain of fluctuations of an autonomous market economy, as one might try to mount a galloping horse. The French had a more technical, quantitative view of the economy, in which the dynamics of price fluctuations would long remain a mystery. The evolution of the economy

was limited to the forecast year. On the other hand, the social procedure of detailed debate concerning that year was promoted through a complicated circuit of experts, national auditors, commissions and working groups.

■ Stéphane Dufoix: Les légitimations politiques de l'exil

Pour des émigrés l'organisation d'activités politiques dirigées contre le régime en place dans le pays d'origine a besoin d'être justifiée pour exister. L'étude de ces légitimations dans les exils hongrois, polonais et tchécoslovaque à la fin des années quarante permet de mettre en évidence la logique de continuité mise en œuvre dans tous les mouvements concernés. En l'absence d'épreuve politique assurant, au sein de chaque exil, la légitimité d'un groupe sur les autres, c'est le soutien extérieur gouvernemental, dépendant du capital politique et social de chaque groupe, qui fonde le droit à la représentation et à la reconnaissance.

*

Ways of giving political Legitimacy to Exile

For émigrés, organising political activities directed against the regimes in power in their homeland has to be justified in order to take place. The study of this legitimising process among Hungarian, Polish and Czech exiles at the end of the 1940s reveals the same logic of continuity implemented in all of the movements concerned. In the absence of a political test to ensure the legitimacy of one group over the others within each exile community, the right to exile representation and recognition was based on outside governmental support, which in turn depended on the political and social capital of each group.

■ Franck Cochoy: Savoir des affaires et marché du travail: la naissance des disciplines de gestion à Northwestern University

Comment s'opère la construction conjointe d'un contexte, d'une science et d'une demande d'éducation? L'étude monographique des premières années de l'école de commerce de Northwestern University nous montre que sur le marché nouveau des spécialistes en gestion, les gestionnaires (l'offre de travail) et les employeurs (la demande de travail) n'ont pu s'accorder qu'en vertu de l'existence préalable de conventions particulières définissant les compétences standard en gestion: diplômes, disciplines, programmes, etc. Mais le cas de Northwestern souligne moins la nécessité des conventions économiques ou scolaires que le rôle crucial des intermédiaires dans la genèse de telles conventions: la définition d'un accord marchand du type offre/demande peut ne pas procéder des seuls acteurs déjà engagés dans l'échange – employeurs et recrutés potentiels – mais des actions entreprises par des acteurs tiers, spécialistes de la construction de tels principes – le groupe naissant des professeurs de gestion – dont l'action va jusqu'à modifier l'identité des deux bords qu'ils sont censés accorder: les entrepreneurs et leurs personnels putatifs.

*

Business Knowledge and the Labour Market: the birth of management Disciplines at Northwestern University

How can a context, a science and a particular educational demand be jointly constructed? This monographic study on the early years of the Northwestern University Business School shows that in the new market of management specialists, managers (labour supply) and employers (labour demand) were able to

come to an agreement only by virtue of special prior conventions defining standard management skills: diplomas, disciplines, programmes, etc. The case of Northwestern, however, underscores not so much the need for economic or academic conventions as the crucial role played by intermediaries in generating these conventions: the definition of a supply/demand-type market agreement may not originate solely with the players involved in the exchange – employers and potential recruits – but from actions undertaken by third-party players specialised in formulating such principles, namely the nascent group of management professors, whose action would end up modifying change even the identity of the two sides they were supposed to bring into agreement: the entrepreneurs and their presumed personnel.

Savoir-faire

■ Michael Wildt: Vérités différentes. Historiens et procureurs face aux crimes nazis

Cet essai traite des manières *différentes* dont les procureurs et les historiens procèdent à la recherche, à la remémoration et au jugement de l'histoire. On aborde ici, à partir du cas de Bruno Streckenbach, ancien chef de la Gestapo à Hambourg, ces différentes pratiques et manières de formuler les problèmes. Le procureur est tenu de respecter le code pénal, sa fonction étant de faire reconnaître la culpabilité d'un individu accusé d'un crime. L'historien, en revanche, est libre de poser des questions, et ne se trouve pas dans l'obligation de prouver la culpabilité de ses protagonistes. Son travail de recherche vise à expliquer le